

# Briefing Paper ASIE CENTRALE

Osh/Bruxelles, 28 septembre 2001



## LE 11 SEPTEMBRE ET LA CRISE AFGHANE VUS DE L'ASIE CENTRALE

### PRESENTATION GENERALE

En réponse aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 sur New York, Washington et la Pennsylvanie, les Etats-Unis et une vaste quoiqu'informelle coalition d'alliés et d'Etats de sensibilité proche sont en train de constituer en Asie Centrale une puissance militaire qui devrait, selon toute probabilité, frapper à l'intérieur même de l'Afghanistan. Les taliban au pouvoir et Oussama Ben Laden, réfugié en Afghanistan depuis 1996, devraient être les principales cibles de ces frappes.

Les cinq nations d'Asie Centrale – Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan – sont désormais au centre d'un effort diplomatique et militaire majeur contre le terrorisme. Cette situation aura un impact énorme sur une région qui montre déjà des signes de plus en plus sérieux d'instabilité. Ce que sera exactement, en fin de compte, cet impact dépendra en grande partie d'un certain nombre de facteurs qui ne peuvent pas encore être appréciés avec précision. Il s'agit notamment de savoir si l'action militaire à venir sera de courte ou de longue durée, si elle sera relativement chirurgicale et précise dans sa conduite ou si elle fera de nombreuses victimes innocentes et de nombreux réfugiés, et si les forces américaines demeureront dans la région après l'achèvement de leur mission principale et, si tel est le cas, à quel niveau. La gestion de l'impact et la minimisation des risques d'instabilité dans la région devront toutefois être une préoccupation essentielle des Etats-Unis et des autres participants à la coalition.

Les dirigeants de toutes les nations d'Asie Centrale ont très vite condamné les attaques sur les Etats-Unis. L'anti-terrorisme est un concept auquel les

Etats d'Asie Centrale sont généralement favorables. Avant le 11 septembre, ils tentaient déjà de se mobiliser contre ce qu'ils considéraient être leurs propres menaces terroristes régionales, au travers d'une série de rencontres au sommet, d'accords internationaux, et même d'un centre anti-terroriste conjoint qui devait être mis en place à Bichkek, la capitale du Kirghizistan. Le principal véhicule de cette activité est l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS), qui regroupe la Russie et la Chine, ainsi que le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, et qui a pour plateforme centrale l'anti-terrorisme et l'opposition à l'Islam radical. Les tendances autoritaires des gouvernements membres de cette organisation ont toutefois donné à certains des discours et actions engagés par les Etats membres de l'OCS au nom de l'anti-terrorisme et de la surveillance des activités islamiques une connotation peu compatible avec les valeurs des sociétés qui recherchent aujourd'hui leur aide.

Les réponses aux appels à une coopération spécifique contre le terrorisme ont jusqu'à présent été diverses. C'est l'Ouzbékistan qui a manifesté le plus d'enthousiasme, car il verrait d'un bon œil une attaque contre le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO) basé en Afghanistan, qu'il considère comme son propre ennemi mortel<sup>1</sup>, et parce qu'il voit dans la situation actuelle l'occasion d'arracher des concessions économiques et politiques à l'Occident. Des avions américains et des hommes seraient déjà dans le pays.

Le Tadjikistan a offert son soutien mais demeure préoccupé par l'impact que pourrait avoir ce

---

<sup>1</sup> Le MIO est depuis longtemps partisan du renversement du gouvernement du Président Karimov et de l'instauration de la loi islamique en Ouzbékistan mais, au-delà, ses objectifs politiques sont mal définis.

soutien sur la coalition laïque-islamique précaire qui gouverne le pays. Comme l'Ouzbékistan, le Tadjikistan craint l'arrivée massive de réfugiés au travers de sa frontière commune avec l'Afghanistan.

Le Kazakhstan autorisera l'utilisation de son espace aérien, mais demeurera par ailleurs quelque peu à l'écart de l'éventuel conflit. Le Kirghizistan s'est montré peu enthousiaste à soutenir les Etats-Unis, là encore en raison de l'impact possible des réfugiés sur son économie chancelante.

Le Turkménistan fonctionne dans le cadre d'un système de neutralité et d'isolement qui exclut toute coopération ouverte avec l'Occident.

Deux décennies de conflit en Afghanistan ont déjà eu un impact majeur sur l'Asie Centrale. A l'époque soviétique, l'Asie Centrale a payé un lourd tribut en vies humaines à la guerre qui se déroulait dans ce pays. Plus récemment, le MIO, qui est soutenu par les taliban, a mené des incursions en Ouzbékistan et au Kirghizistan à partir de bases situées en Afghanistan. Les réfugiés de la guerre civile afghane ont constitué un problème majeur pour le Tadjikistan. De fait, tous les pays craignent que la guerre ne gagne leur territoire<sup>2</sup>. Par ailleurs, une grande partie de la production de drogue de l'Afghanistan traverse l'Asie Centrale pour rejoindre l'Europe.

Si la coopération de l'Asie Centrale est la bienvenue dans le cadre des efforts prioritaires actuels contre le terrorisme, la situation politique, sociale et économique de ces pays devrait inciter la communauté internationale à examiner attentivement l'impact à long terme de ses efforts diplomatiques et militaires dans la région. Ces nations étaient dans une situation précaire avant même la crise actuelle. Le développement économique a pris du retard, les réformes démocratiques sont le plus souvent mortes avant que d'être nées, et les gouvernements sont souvent considérés par leurs populations, en immense majorité islamiques, comme profondément corrompus, non représentatifs et répressifs. La région est dangereusement déstabilisée par le trafic de drogue, elle est déchirée par les rivalités

<sup>2</sup> Cette crainte est fondée. Les chercheurs suédois Peter Wallensteen et Margareta Sollenberg ont souligné que dix des quatorze principaux conflits armés récents ont fini par gagner les Etats voisins. Taylor B. Seybolt. *Major Armed Conflicts* SIPRI Yearbook 2001 <http://www.sipri.se>

ethniques et divisée par les conflits portant sur les frontières et les ressources.

Les gouvernements d'Asie Centrale ont été enclins à réprimer les groupes religieux, même les groupes modérés et non violents, de peur qu'ils ne deviennent une source d'opposition importante. En poussant la majeure partie de l'opposition politique dans la clandestinité, des nations comme l'Ouzbékistan ont toutefois rendu l'extrémisme plus attrayant pour des fractions plus vastes de leurs populations. Il est également facile à comprendre que des sociétés dominées par la corruption, le crime et des élites économiques mafieuses puissent se laisser séduire par le message de discipline et d'ordre véhiculé par les groupes islamistes.

Tous ces pays continuent à lutter contre la pauvreté généralisée et les difficultés à mettre en œuvre la réforme du marché. Les 55 millions d'habitants que compte l'Asie Centrale se montrent de plus en plus mécontents de leur situation politique et économique. Dans ce contexte, l'instauration de partenariats stratégiques entre la communauté internationale et les gouvernements actuellement en place dans la région pourrait avoir des conséquences dangereuses et inattendues.

Toute action militaire entreprise par la coalition anti-terrorisme dirigée par les Etats-Unis dans la région ou à partir de celle-ci devra donc s'accompagner d'efforts concertés à long terme afin de stabiliser l'Asie Centrale sur les plans politique et économique. Il faudra pour cela trouver un délicat équilibre entre les exigences de dirigeants régionaux autoritaires et les aspirations des peuples. Il faudra également jongler pour concilier les intérêts des quatre pays dotés de l'arme nucléaire – la Russie, la Chine, l'Inde et le Pakistan – qui entourent la région ainsi que ceux d'autres acteurs tels que l'Iran. Tout cela exigera sans doute considérablement plus de ressources diplomatiques et financières qu'il n'en a été engagé depuis dix ans que ces pays sont devenus indépendants de l'Union Soviétique.

Ce *briefing paper* aborde les préoccupations régionales et, en particulier, les perspectives individuelles de chacun des cinq Etats ainsi que l'impact potentiel de la crise actuelle sur leurs sociétés. On s'intéressera également au rôle de la Russie dans la région, à son engagement à relever le défi actuel du terrorisme, à l'enjeu stratégique que représente pour elle l'Asie Centrale et à la

manière dont elle a répondu aux efforts des Etats-Unis pour impliquer plus fortement les Etats d'Asie Centrale dans une réponse militaire contre l'Afghanistan.

## LES PREOCCUPATIONS REGIONALES

Les Etats d'Asie Centrale n'ont quasiment aucune influence sur les taliban<sup>3</sup>. Si certains d'entre eux ont fait, ces derniers temps, des ouvertures diplomatiques prudentes, aucun ne reconnaît les taliban et plusieurs soutiennent activement leurs ennemis – le gouvernement qui continue à bénéficier de la reconnaissance internationale et qui est dirigé par le Président Bourhanouddine Rabbani (de l'ethnie tadjike) ou la coalition politique anti-taliban, le Front Uni, et ses alliés militaires, l'Alliance du Nord<sup>4</sup>.

Un conflit plus vaste en Asie Centrale aggraverait les problèmes actuels liés au trafic de drogue ainsi qu'à la contrebande d'armes et de biens de consommation. L'un comme l'autre ont déjà eu un impact majeur sur la situation économique et sociale dans la région. La situation économique dans la plupart de ces pays est périlleuse – à l'heure actuelle, par exemple, la moitié de la population du

---

<sup>3</sup> Le mouvement des taliban est né en 1994 à Kandahar lorsque des étudiants religieux, conduits par le mollah Omar, ont lancé une campagne contre le crime. Son expansion dans une grande partie du pays par des moyens militaires a été facilitée par le Pakistan, mais elle s'est également appuyée sur la sympathie des gens envers ce qu'ils considéraient comme un mouvement de la loi et de l'ordre. En plus de ses adhérents religieux les plus fervents, la base du mouvement comprend trois grandes composantes : des Pachtoun (le groupe ethnique le plus nombreux en Afghanistan) ; des membres de l'ancienne faction khalque, élément dissident de l'ex parti communiste ; et des combattants de divers pays arabes et autres pays musulmans ayant rejoint Oussama Ben Laden ou s'étant identifiés à sa "djihad" contre les Etats-Unis. Voir le témoignage devant le Comité du Sénat des Etats-Unis pour les Relations Etrangères, le 8 octobre 1998, de Barnett R. Rubin, Directeur, Centre d'Action Préventive, Council on Foreign Relations, disponible sur : <http://www.cfr.org/public/pubs/rubin3.html>

<sup>4</sup> L'Alliance du Nord, coalition de forces militaires ou de milices loyales envers le Front Uni, contrôle une petite partie du nord de l'Afghanistan. Elle est composée de mouvements rebelles disparates sur le plan aussi bien ethnique (bien qu'en majorité des non Pachtoun) que religieux, unis par leur opposition aux taliban. Elle s'appuie sur un noyau de quelque 15 000 combattants des ethnies tadjike et ouzbèke. Voir BBC News, 19 septembre 2001, 'Analysis: Afghanistan's Northern Alliance', disponible sur :

[http://news.bbc.co.uk/hi/english/world/south\\_asia/newsid\\_1552000/1552994.stm](http://news.bbc.co.uk/hi/english/world/south_asia/newsid_1552000/1552994.stm), et Federation of American Scientist Intelligence Resources Program, disponible sur : [http://www.fas.org/irp/world/para/northern\\_alliance.htm](http://www.fas.org/irp/world/para/northern_alliance.htm).

Tadjikistan est confrontée à la famine en raison d'une sécheresse prolongée<sup>5</sup>.

L'une des préoccupations le plus largement partagées dans la région a été la menace de mouvements de réfugiés de grande ampleur, notamment parce que la population afghane compte d'importantes minorités appartenant aux mêmes groupes ethniques que ceux présents en Asie Centrale<sup>6</sup>. Environ un million d'Afghans devrait se déplacer dans le pays, fuyant les villes avant l'action militaire attendue<sup>7</sup>.

Toutefois, étant donné l'engagement du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan à fermer leurs frontières et du fait que les taliban sont plus forts dans le sud de l'Afghanistan, la grande majorité des réfugiés afghans continue à se frayer un chemin en direction de la frontière pakistanaise<sup>8</sup>. Seuls des combats prolongés ou l'effondrement de l'opposant aux taliban dans la guerre civile afghane, l'Alliance du Nord, pourrait déclencher un exode majeur en direction de l'Asie Centrale.

La préoccupation est grande également que la coopération avec les Etats-Unis et leurs alliés puisse rendre ces Etats plus vulnérables aux représailles des taliban ou d'autres mouvements extrémistes – notamment le MIO<sup>9</sup>. Les Etats d'Asie Centrale ont généralement évité la propagation des opinions islamistes extrémistes. Même le Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan (PRIT), qui plaide en faveur de l'établissement d'un gouvernement islamique, ne soutient pas l'interprétation déobandi de l'Islam épousée par les taliban.

Les peuples d'Ouzbékistan et du Tadjikistan sont considérés comme plus religieux que les populations des autres Etats, mais la majorité des gens dans les cinq pays soutient une gouvernance laïque. Seul le Tadjikistan autorise les partis religieux, et un seul en l'occurrence – le PRIT, qui fait preuve d'une grande modération depuis l'accord de partage du pouvoir de 1997, qui a mis fin à la guerre civile dans ce pays, et qui se comporte quasiment comme n'importe quel autre parti politique.

S'il existe une convergence générale d'intérêt entre les cinq Etats d'Asie Centrale pour voir les taliban quitter le pouvoir et pour favoriser une paix durable en Afghanistan, les circonstances propres à chacun d'entre eux font qu'il est très improbable qu'ils se retrouvent unis dans leur réponse aux Etats-Unis sur le problème afghan.

---

<sup>5</sup> Déclaration de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge. 19 septembre 2001.

<sup>6</sup> La population de l'Afghanistan, à savoir 26 millions de personnes, compte 200 000 Kazakhs, 3,5 millions de Tadjiks, 1,6 million d'Ouzbeks et de plus petits groupes de Kirghizes et de Turkmènes. Le reste de la population est principalement Pachtoun ou Hazara, avec quelques autres minorités ethniques moins nombreuses, comme les Nuristani et les Baloutches.

<sup>7</sup> Déclaration du Comité International de Secours. 24 septembre 2001.

<sup>8</sup> Comme on le verra plus loin, le Pakistan et l'Iran, qui, par le passé, ont accueilli de très grands nombres de réfugiés afghans, ont également fermé leurs frontières.

<sup>9</sup> Voir également le Rapport Asie de l'ICG N° 14, *Central Asia: Islamist Mobilisation and Regional Security* (Osh/Bruxelles, 1<sup>er</sup> mars 2001).

## L'OUBÉKISTAN

L'Ouzbékistan, qui a été une importante base arrière lors de l'invasion soviétique dans les années 1970, est probablement le pays le plus important de la région du point de vue de la capacité de coopération militaire contre l'Afghanistan. Il dispose de bonnes infrastructures de transport, y compris des bases aériennes, et des capacités militaires les plus importantes.

Le Président Islam Karimov, qui a longtemps été le dirigeant régional le plus enclin à adopter des positions de politique étrangère indépendantes du point de vue russe, pourrait voir une opportunité unique dans la crise actuelle. En raison du fort désir des Etats-Unis d'avoir accès aux bases aériennes ouzbèkes, Karimov pourrait imaginer de réussir, sous la bannière de l'anti-terrorisme, à la fois à calmer la critique internationale de plus en plus virulente contre la politique de son gouvernement en matière de réformes économiques et de Droits de l'Homme<sup>10</sup> et à encourager une opération militaire internationale contre son ennemi, le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO). L'Ouzbékistan accuse le MIO d'être responsable de la série d'attentats à la bombe qui a frappé Tachkent en 1999, faisant treize morts et plus de 100 blessés, même si diverses thèses contradictoires se sont affrontées quant à la responsabilité de ces explosions.

L'Ouzbékistan pourrait également être en position favorable pour revendiquer une aide financière et militaire plus importante bien qu'il n'ait toujours pas adopté de réelle réforme économique ou démocratique. L'arrivée des troupes américaines en Ouzbékistan et l'identification, par le Président George W. Bush, du MIO comme l'une des organisations terroristes qui seront la cible des Etats-Unis, laissent penser qu'un marché a déjà été conclu entre Washington et Tachkent. Le gouvernement ouzbek a instauré un contrôle étroit des médias pendant toute cette période, espérant ainsi limiter la forte opposition de l'opinion publique à la coopération avec les Etats-Unis<sup>11</sup>.

Moscou semble également avoir donné son accord, au moins tacite, à la coopération de l'Ouzbékistan en cas d'attaque en Afghanistan. Le Président Karimov est certainement bien conscient des bénéfices stratégiques qu'il devrait récolter du fait de sa coopération. Le fait de savoir si cet arrangement sera aussi bénéfique à long terme pour la communauté internationale et la stabilité de l'Ouzbékistan est une autre histoire.

La crise a donné au MIO une nouvelle importance internationale. C'est la seule organisation, en plus du Djihad islamique égyptien, des taliban et de la propre al-Qaeda de Ben Laden, qui ait été spécialement distinguée par le Président Bush dans son intervention devant le Congrès réuni en session conjointe le 20 septembre 2001.

Si le MIO a développé des liens étroits avec les taliban et que, selon certaines sources, son chef militaire, Juma Namangani, serait désormais l'un des lieutenants de Ben Laden, il ne semble y avoir aucune preuve publique de l'implication spécifique du MIO dans des opérations terroristes de grande ampleur. Le MIO a concentré ses efforts plus directement sur le renversement du gouvernement ouzbek et il a procédé à des incursions militaires aussi bien en Ouzbékistan qu'au Kirghizistan (en passant par le Tadjikistan) au cours des dernières années. Le journaliste pakistanais Ahmed Rachid, spécialiste de l'Afghanistan, estime à 3000 le nombre de combattants du MIO actuellement présents en Afghanistan, principalement à Mazar-el-Charif et dans la province de Kunduz<sup>12</sup>. Il est difficile d'imaginer que le MIO ait été distingué aussi directement par les Etats-Unis si ce n'était avec l'insistance des autorités ouzbèkes.

L'Ouzbékistan, comme la Russie, l'Iran et les Etats-Unis, a longtemps soutenu l'Alliance du Nord pour faire tampon vis-à-vis des taliban et de l'instabilité en provenance d'Afghanistan. En dépit de cette approche, le gouvernement a également envisagé, ces deux dernières années, la possibilité de modifier sa position si les taliban cessaient leur soutien au MIO. La partie de l'Afghanistan qui longe la frontière avec l'Ouzbékistan est actuellement sous contrôle des taliban et ce territoire pourrait bien être à l'origine d'un problème de réfugiés puisque la population y est en

<sup>10</sup> Voir le Rapport Asie de l'ICG N° 21, *Uzbekistan at Ten: Repression and Instability* (Osh/Bruxelles, 21 août 2001).

<sup>11</sup> Les déclarations gouvernementales sur la coopération avec les Etats-Unis ont été accordées aux médias étrangers, mais pas à la presse locale.

<sup>12</sup> Ahmed Rachid au Dagsrevyen de la NRK (le journal de la télévision nationale norvégienne), le 15 septembre à 19h35.

majorité ouzbèke. Cette frontière est toutefois fermée et relativement bien contrôlée, ce qui fait qu'il est difficile pour des réfugiés de la traverser pour entrer en Ouzbékistan. Par ailleurs, le Président Karimov s'est déjà montré, par le passé, peu enclin à accepter les Ouzbeks en provenance des Etats voisins, puisqu'il est même allé jusqu'à déporter les Ouzbeks ayant fui le Tadjikistan au cours de la guerre civile qui s'était déroulée dans ce pays.

En Ouzbékistan même, on se préoccupe beaucoup de ce que la crise afghane puisse donner carte blanche au Président Karimov pour s'en prendre à l'opposition politique légitime et aux groupes religieux. La préoccupation à long terme pour les Etats-Unis doit être que s'ils lient leurs intérêts trop étroitement à un gouvernement fondamentalement anti-démocratique, ils pourraient bien finir par être considérés comme l'ennemi par les réformistes ouzbeks. Cela risquerait de mettre en danger la crédibilité des Etats-Unis en tant que promoteur des droits de l'homme, de l'autorité de la loi et du développement économique. Si les régimes en place en Ouzbékistan et dans les Etats voisins peuvent ainsi conquérir une légitimité internationale temporaire, la forte dépendance de l'Asie Centrale vis-à-vis de formes autoritaires de gouvernance devrait, à long terme, menacer la stabilité régionale et compromettre les relations de l'Occident avec les gouvernements qui finiront par succéder à ceux actuellement en place.

De nombreux éléments indiquent que les Etats-Unis risquent pour le moins de s'exposer à une impopularité considérable dans de larges couches de la population ouzbèke s'ils sont perçus comme se liant trop étroitement au Président Karimov. Comparant le soutien américain au Président Karimov au soutien que les Etats-Unis avaient apporté au chah d'Iran dans les années 1970, par exemple, l'imam en chef d'une mosquée de la capitale, Tachkent, met en garde : "Notre gouvernement veut utiliser la campagne anti-taliban des Américains dans son propre intérêt. [Il pense] que l'Ouzbékistan peut tirer trois bénéfices majeurs de sa collaboration avec les troupes américaines dans les opérations militaires contre l'Afghanistan ... L'intérêt majeur de l'Ouzbékistan est de détruire le MIO. Le second bénéfice est que la participation de l'Ouzbékistan à une opération militaire devrait assouplir la position américaine sur les violations des Droits de l'Homme dans notre pays. Le troisième facteur important

concerne les bénéfices économiques que l'Ouzbékistan attend des Etats-Unis en échange de son soutien aux troupes américaines"<sup>13</sup>.

Un responsable du gouvernement ouzbek, qui souhaite garder l'anonymat, a précisé que "le gouvernement américain va combattre les terroristes islamiques et notre gouvernement va obtenir le soutien total de l'Occident pour combattre ceux que notre gouvernement qualifie de terroristes. Comme l'Occident ne comprend pas bien ou ne s'intéresse guère à faire la distinction entre les musulmans pratiquants et les extrémistes ou terroristes, tous les opposants au gouvernement vont facilement se retrouver derrière les barreaux"<sup>14</sup>. Ce responsable ouzbek a également prévenu qu'"une nouvelle vague de répression contre les musulmans en Ouzbékistan est une perspective dangereuse".

Des représentants de la Société Indépendante des Droits de l'Homme d'Ouzbékistan et de la Société des Droits de l'Homme d'Ouzbékistan ont également exprimé leur inquiétude vis-à-vis de toute évolution de la politique américaine envers l'Asie Centrale, en particulier sur les questions des Droits de l'Homme et de la persécution des musulmans en Ouzbékistan. Mikhaïl Ardzinov, le Président de la première de ces organisations, a estimé que l'administration Bush ne devrait pas se joindre aux campagnes anti-islamiques conduites par le gouvernement du Président Karimov : "Si le gouvernement ouzbek ne reçoit pas une explication précise de ce qu'il peut attendre de la coopération anti-terroriste, il pourrait abuser de son autorité et renforcer ses politiques répressives"<sup>15</sup>.

Un membre du Hizb-ut-Tahrir<sup>16</sup>, organisation islamiste qui dit vouloir établir de manière non violente un califat islamique régional, a exprimé ses condoléances au peuple américain à propos des attaques récentes qui, selon lui, ne sont pas conformes à la doctrine de l'Islam. Mais il a ajouté une explication à cette violence, courante parmi les

<sup>13</sup> Entretien mené par l'ICG, septembre 2001.

<sup>14</sup> Ibid.

<sup>15</sup> Entretien mené par l'ICG, 19 septembre 2001.

<sup>16</sup> Le Hizb-ut-Tahrir (Parti de la Libération) est un mouvement islamiste transnational originaire du Moyen Orient. Il est devenu populaire en Asie Centrale au cours des dernières années bien qu'il soit illégal et qu'il agisse dans la clandestinité. Tout en se proclamant pacifiste et contre la violence, ses discours sont souvent anti-gouvernementaux et fortement antisémites.

musulmans, à savoir que “Les gens en arrivent à un tel sacrifice d'eux-mêmes en raison des conditions terribles dans lesquelles vivent les Palestiniens. Et même si les Américains tuent Oussama ou détruisent l'Afghanistan, cela n'apportera pas plus de sécurité à l'Amérique”<sup>17</sup>.

Il n'existe pas de formule simple ou certaine qui puisse éviter les risques que suggèrent ces observateurs. A moins que le désir immédiat et justifié des Etats-Unis et de ses alliés de répondre au terrorisme et à ses sources en Afghanistan n'intègre également une stratégie plus vaste visant à promouvoir la stabilité, la démocratie et l'autorité de la loi en Ouzbékistan, il est bien possible que le problème d'aujourd'hui soit résolu en créant le problème de demain.

## LE TADJIKISTAN

En dépit d'un flot de reportages dans la presse et de déclarations gouvernementales contradictoires, il semble que le Tadjikistan soit prêt à autoriser les avions américains impliqués dans les opérations militaires en Afghanistan à utiliser ses bases aériennes. Il s'agit d'un pas considérable pour un pays qui compte essentiellement sur la Russie pour répondre directement à ses besoins en matière de sécurité et qui ne s'est pas encore remis d'une guerre civile acharnée tout en ayant à faire face à une sécheresse terrible.

Si l'Ouzbékistan peut agir de manière relativement indépendante vis-à-vis de la Russie, le Tadjikistan a moins de marge de manœuvre. C'est le seul pays d'Asie Centrale dans lequel sont stationnés des forces terrestres et des gardes-frontières russes (environ 20 000 selon certaines sources). Il y a notamment une division d'infanterie, la 201<sup>e</sup>, (12 000 hommes), dont l'état-major est situé à Douchanbé, qui se déploie à tour de rôle dans les diverses zones arrière de la frontière avec l'Afghanistan, surveillée par ses unités de gardes-frontières. Une forte proportion des hommes de ces unités sont toutefois aujourd'hui des ressortissants tadjiks. Mais seuls 70 km sur les 1300 qui comptent la frontière tadjiko-afghane sont surveillés par des unités nationales tadjikes<sup>18</sup>.

Le Président tadjik Emamali Rakhmanov a longtemps été l'un des plus ardents partisans de la lutte contre le terrorisme au sein de la Communauté des Etats Indépendants<sup>19</sup> et il ne devrait donc pas s'opposer à une action américaine en Afghanistan – même s'il ne souhaite pas forcément être un complice actif<sup>20</sup>. Le Tadjikistan n'aurait pas pris la décision d'autoriser les forces américaines à utiliser les aérodromes tadjiks sans l'accord de la Russie.

<sup>18</sup> Les deux-tiers environ des gardes-frontières servant sous commandement russe sont en réalité des citoyens tadjiks. Voir le site Internet militaire de la Federation of American Scientists :

<http://www.fas.org/irp/world/russia/fps/ops.htm>

<sup>19</sup> Le regroupement, en grande partie inefficace, des anciennes républiques soviétiques, mis en place après l'effondrement de l'Union Soviétique.

<sup>20</sup> Ole Ludvig Nymoén, NTB. ‘Soker nye allianser mot Afghanistan’, *Stavanger Aftenblad* (Stavanger), 20 septembre 2001, p. 2.

<sup>17</sup> Entretien mené par l'ICG, 19 septembre 2001.

Le Tadjikistan n'a pas appuyé le régime taliban, en grande partie parce que les taliban sont principalement un mouvement Pachtoun, tandis que les minorités tadjike et ouzbèke forment la base de l'Alliance du Nord. Cette dernière a une ambassade à Douchanbé, la capitale, et son approvisionnement a souvent transité par le Tadjikistan. Ce pays a par ailleurs eu intérêt à entretenir de bonnes relations avec l'Afghanistan. Certains responsables politiques tadjiks en étaient arrivés à la conclusion, avant la crise actuelle, qu'il pourrait être utile d'établir des liens officiels avec les taliban parce qu'ils étaient en train de gagner la guerre civile afghane<sup>21</sup>.

L'opposition du Tadjikistan au régime des taliban repose également sur des motifs religieux. Le Tadjikistan est le seul pays d'Asie Centrale où ceux qui souhaitent établir un Etat islamique ont rejoint les grands courants politiques. Le Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan poursuit ses objectifs au travers des canaux politiques établis et par des moyens démocratiques. De nombreux imams tadjiks sont également contre les taliban. Le Président de l'Ouléma du district de Kölab, dans la province tadjike de Khatlon, a souligné que "les taliban savent parfaitement que leur idéologie ne serait jamais acceptée au Tadjikistan"<sup>22</sup>. Le radicalisme religieux se limite essentiellement à la partie de la population qui a dû abandonner ses maisons, dans le sud-ouest du Tadjikistan, pour s'exiler en Afghanistan pendant la guerre civile. La plupart des gens avec qui l'ICG a parlé ont tendance à se prononcer en faveur d'un gouvernement laïque.

Les avis sont partagés au Tadjikistan quant à l'influence de l'Afghanistan sur la politique nationale. Certains estiment que si les troupes russes surveillent la frontière, les taliban ne vont pas tenter de s'étendre à l'intérieur du Tadjikistan<sup>23</sup>. Ces personnes soulignent que la plupart des violations de la frontière ont concerné la partie contrôlée par l'Alliance du Nord, et non celle sous

contrôle des taliban<sup>24</sup>. D'autres estiment que tant que l'Afghanistan sera déchiré par la guerre, l'économie tadjike demeurera profondément déprimée et isolée<sup>25</sup>. Par ailleurs, tant qu'il n'y aura pas la paix en Afghanistan, le Tadjikistan continuera à servir de point de transit essentiel pour les drogues et les extrémistes islamistes. Même si des gardes-frontières russes sont stationnés le long de la frontière tadjiko-afghane, des quantités importantes de drogue continuent à passer cette frontière. De nombreuses rumeurs suggèrent que cela soit rendu possible par une certaine collaboration entre les trafiquants de drogue en Afghanistan et les gardes-frontières russes.

Le vice-Président du Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan évoque les opérations militaires probables des Etats-Unis en ces termes : "Pour le Tadjikistan, qui se trouve directement sur la voie des sources de telles actions, il s'agit d'une question très importante et, de ce fait, notre parti a exprimé sa préoccupation et demandé qu'une enquête soit ouverte afin de déterminer qui est responsable de ces actions. Les coupables devront être traduits en justice"<sup>26</sup>.

Un analyste indépendant travaillant dans la région, qui n'a pas souhaité être nommé, a souligné les risques que fait courir la coopération avec les Etats-Unis. "La présence américaine sera temporaire, alors que l'Afghanistan restera toujours de l'autre côté de la frontière".

Le Tadjikistan, comme l'Ouzbékistan, devrait gagner à ce que le MIO soit également la cible de l'action militaire des Etats-Unis. Des membres du MIO sont entrés au Kirghizistan par le Tadjikistan en 1999 et en 2000. Jusqu'à janvier de cette année, de très nombreux combattants du MIO étaient présents dans les régions de l'est du Tadjikistan et les relations entre l'Ouzbékistan et le Tadjikistan en ont pâti. Si la menace représentée par le MIO se trouvait réduite, cela permettrait non seulement d'améliorer les relations entre le Tadjikistan et les

<sup>21</sup> Entretien mené par l'ICG avec un membre haut placé du Parti Démocratique, Douchanbé, 16 juillet 2001.

<sup>22</sup> Entretien mené par l'ICG auprès de Khoji Mulla Haidar Sharifzada, Président de l'Ouléma du district de Kölab, province de Khatlon, Kölab, 20 juillet 2001.

<sup>23</sup> Entretien mené par l'ICG auprès de Mahmad Chobadov. Chef du Département des Finances de la commune de Kölab. Kölab, 20 juillet 2001.

<sup>24</sup> Entretien de l'ICG avec Soukhrob Chofaroukhchoïev, Directeur de la TV de Kölab, Kölab, 20 juillet 2001.

<sup>25</sup> Entretien de l'ICG avec Oumar Kamolov, Directeur, et de Makhmoudjon Alizoda, Rédacteur en chef, TV d'Qörghantappa, Qörghantappa, 19 juillet 2001.

<sup>26</sup> Mouhiddine Kabiri, vice-Président du Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan, cité par Jeremy Bransten, "Central Asia: Afghanistan's Neighbours Face New Concerns", *RFE/RL Magazine*, 14 septembre 2001.



autres Etats d'Asie Centrale, mais peut-être également d'améliorer l'image politique du Tadjikistan à l'étranger, ce qui est essentiel pour encourager les investissements dans la fragile économie du pays.

Dans la gestion de la crise actuelle, le Président Rahmanov doit s'efforcer de trouver un délicat équilibre entre des intérêts contradictoires, qui vont de l'entente avec Moscou et Washington à la prise en compte de l'impact de la coopération sur le fragile accord de pays au sein de son propre pays. La présence de soldats américains pourrait créer des tensions entre les autorités et les groupes religieux. Elle pourrait également provoquer une scission au sein du Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan et radicaliser encore davantage les éléments qui n'ont pas accepté l'accord de paix de 1997 au Tadjikistan, contribuant dès lors à la déstabilisation du pays. Dans quelle mesure la présence de troupes russes au Tadjikistan pourrait, d'une certaine manière, exercer un effet de dissuasion vis-à-vis de la déstabilisation demeure une question ouverte. Interrogé pour savoir si la division 201 pourrait être utilisée pour réprimer des troubles intérieurs, un responsable de l'ambassade russe à Douchanbé a refusé de commenter<sup>27</sup>.

La paix civile au Tadjikistan est réellement fragile. Entre 1992 et 1997, le pays a été entraîné dans une guerre civile qui a opposé l'élite communiste à un groupe islamique pro-démocratique – l'Opposition Tadjike Unie (OTU). Près de 50 000 personnes ont été tuées au cours de la guerre et quelque 500 000 autres ont fui le pays<sup>28</sup>. Dans le cadre de l'accord de paix de 1997, la grande majorité de ceux qui avaient combattu ont été intégrés dans les forces armées tadjikes. Certains ont toutefois refusé de se soumettre aux autorités. En novembre 1998, l'un de ces groupes, sous le commandement du Colonel Mahmoud Khoudaïberdiyev, a envahi la province du Sughd dans le nord du Tadjikistan à partir de l'Oubékistan. Plusieurs assassinats politiques, kidnappings et soulèvements armés ont eu lieu

cette année-là. Le vice-Ministre de l'Intérieur, Habib Sanguinov, a été tué en avril 2001. L'administrateur du district de Jabbarassoulov, dans la province du Sughd, a subi le même sort en mai, ainsi que l'un des conseillers du Président Rahmanov, à la fin juillet 2001. Deux éminents leaders des rebelles, Rakhmon Sanguinov (également connu sous le nom de "Hitler"), et son associé, Mansour Mouakkalov, ont été tués en août dernier dans le cadre d'une action gouvernementale. Ils avaient pris en otage sept officiers de police et quinze travailleurs humanitaires allemands et demandé la libération de quatre de leurs hommes, arrêtés dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Habib Sanguinov.

La décision du 23 juin 2001 de démobiliser 4 000 anciens soldats de l'Opposition Tadjike Unie, qui avaient été intégrés dans l'armée tadjike au 1<sup>er</sup> août 2000, a été vivement critiquée par les membres de l'opposition. La démobilisation n'a pas été un franc succès : seuls 1500 hommes ont réellement été démobilisés, dont environ 600 se sont retrouvés sans travail. La Ministre tadjike de l'Emploi et de la Protection Sociale a dit à l'ICG que des mesures étaient prises pour assurer l'avenir de ces hommes, bien que le ministère manque de moyens. "Si nous ne leur fournissons pas un travail, ils pourraient être tentés de rejoindre un gang armé", a-t-elle précisé<sup>29</sup>.

Un ancien commandant de l'Opposition Tadjike Unie, actuellement employé au Ministère des Situations d'Urgence, a dit à l'ICG que le chômage parmi ceux qui avaient combattu pendant la guerre civile était bien plus répandu que ne l'indiquent les chiffres officiels. Il a dit que dans la seule province du Gorno-Badakhchan, seuls 400 des 2500 hommes qui avaient été démobilisés après la guerre civile avaient retrouvé des emplois convenables. Il estime que les autorités n'avaient pas d'autre choix que de démobiliser les anciens combattants de l'OTU de l'armée tadjike car l'armée n'a pas les moyens de les garder<sup>30</sup>.

Une lutte pour le pouvoir est actuellement en cours entre les cercles fidèles au Président et les cercles fidèles au Président du Parlement, qui est également maire de Douchanbé. Il règne un

<sup>27</sup> Entretien mené par l'ICG auprès de Victor Victorovitch Andrianov, deuxième Secrétaire, Ambassade de la Fédération de Russie, Douchanbé, 17 juillet 2001.

<sup>28</sup> Vladimir Davlatov, "Tajik poverty trap: Tajikistan shows no sign of recovering from its devastating civil war", Reporting Central Asia (London: IWPR), N° 9, 30 juin 2000, disponible sur : [http://www.iwpr.net/index.pl?archive/rca/rca\\_200006\\_09\\_02\\_eng.txt](http://www.iwpr.net/index.pl?archive/rca/rca_200006_09_02_eng.txt)

<sup>29</sup> Entretien mené par l'ICG auprès de Rafika Ganievna Moussaïeva, Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale, Douchanbé, 3 août 2001.

<sup>30</sup> Entretien mené par l'ICG, Douchanbé, août 2001.

mécontentement considérable au sein de l'opposition tadjike au pouvoir du Président Rahmanov. L'accord de paix de 1997 prévoyait que le Président tadjik donne à l'opposition 30 % des postes gouvernementaux à tous les échelons et également qu'il organise des élections présidentielles libres et démocratiques<sup>31</sup>. Aucune de ces deux exigences n'a été pleinement satisfaite. Etant donné que les deux principaux partis politiques d'opposition – le Parti de la Renaissance Islamique et le Parti Démocratique – ont accepté le résultat des élections parlementaires de février-mars 2000 et n'ont engagé aucune action contre le non-respect par le Président Rahmanov du quota des 30 %, nombreux sont ceux qui estiment toutefois qu'une partie des dirigeants de l'opposition a trahi en échange de postes au gouvernement.

Jusqu'à présent, les partis politiques établis ont évité la confrontation, en grande partie au nom de la préservation de la paix. La paix est toutefois loin d'être stable. La pauvreté, une sécheresse terrible, la corruption, le trafic de drogue, le chômage, les querelles régionales et l'incapacité à intégrer certains des anciens commandants de la guerre civile sont autant de menaces.

Une grande partie de la réaction tadjike à l'action militaire occidentale en Afghanistan sera déterminée par la conduite de ces opérations. La guerre soviéto-afghane, dans laquelle ont péri de très nombreux Tadjiks, ainsi que des citoyens afghans de l'ethnie tadjike, n'a guère été appréciée au Tadjikistan. Une nouvelle guerre en Afghanistan – avec la participation des Tadjiks – serait probablement tout aussi impopulaire – bien qu'elle puisse être un peu plus acceptable si l'action des Etats-Unis est vue comme un soutien à la cause de l'Alliance du Nord et qu'elle évite par ailleurs des attaques aveugles contre les civils.

On craint également que les combattants du MIO puissent tout simplement fuir au Tadjikistan afin d'éviter les attaques américaines. Pendant la guerre civile au Tadjikistan, le MIO a combattu aux côtés de l'Opposition Tadjike Unie contre le gouvernement. L'actuel Ministre tadjik des Situations d'Urgence, Ziyoyev, par exemple, a

combattu aux côtés de Juma Namangani, le leader militaire du MIO. Ce qui a placé Ziyoyev dans une position difficile en janvier 2001, lorsqu'il a dû déporter quelque 250 membres du MIO de la région de Tavildara jusque dans l'est du Tadjikistan<sup>32</sup>. Certaines parties de la frontière tadjike sont relativement faciles à traverser car le terrain y est particulièrement inhospitalier et si les combattants du MIO établissent la jonction avec leurs anciens alliés de la guerre civile, cela pourrait à coup sûr générer des troubles. Au pire, il serait probablement difficile de refuser d'accueillir ces combattants s'ils venaient chercher refuge au Tadjikistan pour fuir les bombardements américains.

La plus grande menace à la sécurité du Tadjikistan si les Etats-Unis entreprennent une action militaire contre l'Afghanistan est toutefois l'afflux potentiellement énorme de réfugiés. Le Pakistan et l'Iran ont fermé leurs frontières avec l'Afghanistan. L'une des rares possibilités laissées aux Afghans pour fuir leur pays est donc par le nord, jusqu'au Tadjikistan. La région frontalière du Badakhchan est contrôlée par l'Alliance du Nord, le reste des régions frontalières étant sous le contrôle des taliban. La région du Badakhchan est difficile à surveiller, car une grande partie de la frontière est en zone montagneuse et difficile d'accès. En revanche, la partie de la frontière qui est contrôlée par les taliban a un terrain plus facile d'accès et la surveillance y est plus efficace. Au début de l'année, lorsque la pression s'est intensifiée sur l'Alliance du Nord, dix à quinze mille réfugiés ont fait leur apparition à la frontière, le long de la rivière Panj. Mais comme l'Alliance du Nord, ces derniers temps, s'en est plutôt bien tirée sur le plan militaire, il est peu probable que des flux importants de réfugiés quittent son territoire sur le court terme.

A l'heure actuelle, les Tadjiks refusent l'entrée de leur pays à quelque 17 000 Afghans bloqués dans les îles du Panj<sup>33</sup> – en dépit d'une demande du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés d'accueillir les réfugiés. Le Président Rahmanov a justifié son refus en évoquant le fait que, dans ce groupe, il y avait "plusieurs hommes armés

<sup>31</sup> Pour l'évaluation des élections parlementaires, voir OSCE-ODIHR. The Republic of Tajikistan. Elections to the Parliament. 27 février 2000. Rapport final. Varsovie 17 mai 2000, disponible sur : <http://www.osce.org/odihr/election/taji00-1-final.htm>.

<sup>32</sup> RFE/RL Newline, vol. 5, n° 21, partie I, 31 janvier 2001.

<sup>33</sup> Saïda Nazarova, "Afghan refugees abandoned", Reporting Central Asia (London: IWPR), N° 51, 11 mai 2001.

jusqu'aux dents”<sup>34</sup>. Le Président a dit qu'il ne voulait accueillir aucun réfugié issu de la crise actuelle. Igor Sattarov, chef du Département de l'Information du Ministère des Affaires Etrangères, a expliqué que si le Tadjikistan autorisait les réfugiés à entrer dans le pays, cela encouragerait la résurgence de l'activisme islamique et du trafic de drogue et “accroîtrait la possibilité d'utiliser le Tadjikistan pour des opérations subversives” contre les Etats voisins<sup>35</sup>. Il convient de noter que la majorité des réfugiés sont des Tadjiks – et non des Pachtoun – venant des provinces d'Imam-Sahib, Kunduz, Dashti Archi et Khojagar<sup>36</sup>.

L'aide humanitaire aux territoires du nord de l'Afghanistan est actuellement acheminée par le Tadjikistan. Le principal donateur, la Fondation Aga Khan, achemine son aide par la rivière Panj. Si la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan était fermée, cela aurait de graves répercussions pour les habitants du nord de l'Afghanistan, qui sont confrontés à la sécheresse pour la deuxième année consécutive. L'une des conditions préalables posées par la Fondation Aga Khan avant de s'engager à fournir une aide humanitaire au nord de l'Afghanistan était l'arrêt de la production de drogue. Selon des représentants de la Fondation Aga Khan au Tadjikistan, cette exigence a entraîné une réduction importante de la production de drogue dans le nord du pays<sup>37</sup>. S'il devait y avoir un conflit prolongé entre l'Afghanistan et les Etats-Unis, les gens qui décideraient de ne pas tenter de fuir le pays pourraient être contraints à revenir à la culture de la drogue pour réussir à joindre les deux bouts.

Et enfin, le Tadjikistan préférerait certainement un Afghanistan stable – quelle qu'en soit la forme – car il serait ainsi plus facile pour lui de stabiliser sa propre société et de développer son économie aux abois. Le Tadjikistan aimerait voir à sa porte un Afghanistan dans lequel la minorité tadjike jouirait de droits étendus et ne serait pas opprimée par l'ethnie dominante, les Pachtoun. Si certaines personnes ont appelé de leurs vœux un “grand Tadjikistan” qui intégrerait les régions de l'Afghanistan peuplées en majorité de Tadjiks, ces personnes ne sont qu'une minorité. La plupart des

gens souhaitent tout simplement un Afghanistan sans guerre et économiquement stable, tout en étant moins sûrs de la manière dont cela pourrait se réaliser.

<sup>34</sup> RFE/RL Newline, vol. 5, n° 4, partie I, 8 janvier 2001.

<sup>35</sup> RFE/RL Newline, vol. 5, n° 17, partie I, 25 janvier 2001.

<sup>36</sup> Saïda Nazarova, “Afghan refugees abandoned”, op. cit.

<sup>37</sup> Les taliban ont également adopté des décrets interdisant la production de drogue.

## LE KIRGHIZISTAN

Le Kirghizistan, déjà accablé par ses propres problèmes internes<sup>38</sup>, ne souhaite guère se laisser entraîner dans la crise afghane. Faible sur le plan militaire et soumis aux pressions diplomatiques de l'Ouzbékistan, de la Russie, des Etats-Unis et de la Chine, le Kirghizistan va probablement s'efforcer au maximum de se tenir à l'écart de tous les imbroglios qu'il jugera inutiles. Cela dit, le Kirghizistan a souffert des incursions militaires du MIO au cours de ces dernières années. A la suite de ces incursions, l'Ouzbékistan a miné une grande partie de sa frontière avec le Kirghizistan et clairement fait savoir qu'il enverrait ses forces jusque dans le territoire kirghize à la poursuite des éventuels fuyards. Si les Etats-Unis s'occupaient réellement du MIO, ce serait un grand soulagement pour le gouvernement de Bichkek.

En tant que membre du Traité de Sécurité Collective<sup>39</sup>, le Kirghizistan est également enclin à s'en remettre à la Russie pour les questions de coopération militaire. Il a annoncé qu'il autoriserait l'utilisation de son espace aérien pour les opérations menées par les Etats-Unis. Comme le Kazakhstan, le Kirghizistan ne partage pas de frontière commune avec l'Afghanistan, il est donc moins confronté à la menace des réfugiés. Il est toutefois peu probable qu'il accueille de bon cœur des personnes fuyant l'Afghanistan dans la mesure où, tout comme le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, il peut craindre qu'il y ait parmi ces gens des éléments indésirables, comme des trafiquants de drogue ou des extrémistes islamistes.

Le Président du Comité Parlementaire à la Défense et à la Sécurité, Ismaïl Issakov, a affirmé que s'il était prouvé que Ben Laden avait financé et organisé les actes terroristes du 11 septembre, des frappes militaires contre ses bases en Afghanistan seraient dans l'intérêt du Kirghizistan, dans la

mesure où Ben Laden a également financé des organisations terroristes telles que le MIO<sup>40</sup>.

Le Colonel Oleg Tchetchel, le Chef de la Coopération Militaire Internationale du Kirghizistan, a souligné que le Ministère de la Défense et le pays dans son ensemble soutiennent l'intention de la communauté internationale de combattre le terrorisme et l'extrémisme religieux. "Ce qui se passera ensuite va dépendre de savoir où ces frappes seront réalisées et quel type de frappes ; s'il est question d'opérations militaires contre de vastes portions du territoire afghan, alors on pourrait assister à l'afflux de centaines de milliers de réfugiés afghans dans notre région. Comme on le sait", a-t-il ajouté, "le Pakistan a fermé sa frontière avec l'Afghanistan et l'Iran n'accueillera pas de groupe important de réfugiés, donc la seule direction possible pour les Afghans, c'est le nord – le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan. En plus des problèmes liés à l'accueil même des réfugiés, nous pourrions être confrontés à l'infiltration du Kirghizistan par des membres de groupes terroristes ou d'organisations de renseignements de divers pays"<sup>41</sup>.

<sup>38</sup> Voir le Rapport Asie de l'ICG N° 22, *Kyrgyzstan at Ten: Trouble in the Island of Democracy* (Osh/Bruxelles, 28 août 2001).

<sup>39</sup> Les membres actuels du Traité de Sécurité Collective, conclu à l'origine en 1992 dans le cadre de la Communauté des Etats Indépendants dans le but de maintenir certains liens et avantages mutuels entre les anciennes républiques soviétiques, sont l'Arménie, le Bélarus, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et la Russie. L'Ouzbékistan, la Géorgie et l'Azerbaïdjan se sont retirés du Traité lors de son renouvellement en 1999.

<sup>40</sup> Res Publica, N° 32, 18 septembre 2001, p. 7.

<sup>41</sup> Entretien mené par l'ICG, 19 septembre 2001.

## **LE TURKMENISTAN**

De tous les Etats d'Asie Centrale, le gouvernement autarcique et autocratique du Turkménistan est celui qui entretient les liens les plus étroits avec les taliban. Le gouvernement du Turkménistan continue à compter énormément sur les revenus qu'il tire des ressources énergétiques du pays et il a longtemps vu l'Afghanistan comme voie d'écoulement possible susceptible de lui apporter des retombées économiques considérables. Le Turkménistan a toujours été disposé à faire des affaires avec quiconque contrôle les campagnes afghanes et, ces dernières années, ce sont de plus en plus les taliban qui exercent ce contrôle.

Les voies d'écoulement actuelles des ressources du Turkménistan passent par la Russie et Moscou a souvent détourné le gaz turkmène pour ses propres clients et ceux de la Communauté des Etats Indépendants, limitant dès lors les exportations du Turkménistan en direction des marchés occidentaux plus lucratifs. Le Turkménistan souhaiterait par conséquent construire des pipelines en direction de la Chine et de l'Inde, qu'il considère comme des marchés potentiels extrêmement lucratifs. L'Afghanistan serait la voie la plus logique pour mettre en œuvre un tel plan. C'est ce qui a poussé le Turkménistan à prendre la tête des efforts visant à amener les taliban et le Front Uni à négocier un accord de paix.

En dépit des liens établis au travers de ces efforts diplomatiques, le Turkménistan n'est pas entièrement favorable aux taliban. Le Président Saparmurat Niyazov partage l'aversion des autres dirigeants régionaux envers les mouvements politico-religieux. Il a maintes fois déclaré que son pays était neutre, allant même jusqu'à affirmer, devant les Nations Unies, qu'il était "neutre à perpétuité". Le Turkménistan n'a jamais été membre du Traité de Sécurité Collective conclu entre les Etats d'Asie Centrale et la Russie.

Le Turkménistan a exprimé un soutien général aux démarches internationales contre le terrorisme au lendemain des attaques du 11 septembre. En dépit des déclarations officielles, il est possible que les avions américains en partance pour l'Ouzbékistan et le Tadjikistan aient reçu l'autorisation de transiter par l'espace aérien turkmène. Pour l'essentiel, le Turkménistan a joué de sa neutralité pour éviter de se lier trop étroitement aux

éventuelles actions militaires américaines dans la région, mais le gouvernement a indiqué qu'il autoriserait les Etats-Unis à utiliser son espace aérien pour faire parvenir une "aide humanitaire" aux Afghans. Sur les cinq Etats d'Asie Centrale abordés dans ce rapport, le Turkménistan (qui a une frontière de près de 800 kilomètres avec l'Afghanistan) est le seul à avoir indiqué clairement que ses bases ne sont pas disponibles pour des opérations militaires à caractère non humanitaire. D'une manière générale, la stratégie du Turkménistan en matière de sécurité a reposé sur l'isolement. Si le Président Niyazov devait abandonner cette politique, ce serait probablement en échange d'une aide massive et de l'engagement des dirigeants occidentaux à cesser leurs critiques quant à la situation des Droits de l'Homme dans le pays.

## LE KAZAKHSTAN

Géographiquement distant de l'Afghanistan, le Kazakhstan est, parmi les pays abordés dans ce rapport, celui qui est le moins préoccupé par l'arrivée éventuelle de réfugiés ou les retombées directes de l'intensification du conflit avec l'Afghanistan. Plusieurs facteurs limitent toutefois l'ampleur de sa coopération éventuelle avec les Etats-Unis. Le Kazakhstan demeure allié à la Russie dans le cadre du Traité de Sécurité Collective. Certains éléments de la population slave du pays, qui représente plus de 30 % de la population totale, ont mené des campagnes séparatistes. Pour apaiser les préoccupations des Slaves, le Kazakhstan a tenté de maintenir des relations étroites avec la Russie et fait preuve d'une unité de vues avec Moscou sur de nombreuses questions. Le Kazakhstan ne devrait donc pas souscrire à une présence militaire de l'OTAN ou des Etats-Unis sur son sol sans l'accord de la Russie. Toutefois, comme le Tadjikistan avait déjà reçu ce feu vert, il n'a guère été surprenant d'entendre le gouvernement kazakh annoncer qu'il autoriserait les Etats-Unis à utiliser son espace aérien.

Le 15 septembre 2001, le Président Nursultan Nazarbaïev a déclaré que l'on pouvait compter sur son pays pour soutenir les mesures que les Etats-Unis prendraient contre les terroristes. Une semaine plus tard, il a précisé que les Etats-Unis seraient autorisés à traverser l'espace aérien du Kazakhstan.

Les responsables kazakhs ont également clairement précisé qu'ils pensaient que la seule solution à long terme au problème du terrorisme frappant l'Afghanistan était un effort coordonné emmené par les Etats-Unis pour mettre fin à la guerre civile régnant dans le pays. Le vice-Ministre des Affaires Etrangères Kairat Abuseitov a dit, lors d'une conférence sur la sécurité tenue le 20 septembre dernier à Almaty, que le gouvernement kazakh était toujours partisan d'une solution négociée en Afghanistan sous les auspices des Nations Unies. Comme d'autres Etats de la région, le Kazakhstan souhaite également vivement qu'il y ait le moins possible de victimes civiles. L'influente revue *Novoïe pokoliénié* a publié un

éditorial au titre éloquent : "Ce n'est pas notre guerre"<sup>42</sup>.

---

<sup>42</sup> Alima Bissenova. "Kazakhstan Backs U.S.; Takes Cautious Approach on Refugees", Eurasia Insight 25 septembre 2001, disponible sur : <http://www.eurasianet.org/departments/insight/articles/eav092401b.shtml>.

## LA RUSSIE

La Russie se trouve dans une situation très particulière concernant les réponses américaines à l'actuelle crise afghane et les actions qu'elle a entrepris à ce jour reflètent des préoccupations contradictoires. Le Président Vladimir Poutine a très vite et avec beaucoup de fermeté condamné les attaques terroristes et suggéré que les Etats-Unis puissent désormais comprendre le combat mené par la Russie pour contenir certaines forces. La Russie est depuis longtemps préoccupée par la montée de l'extrémisme islamiste. Elle a souvent affirmé que la guerre en Tchétchénie était attisée par des éléments liés à Ben Laden et elle a annoncé qu'elle envisageait de procéder en 2000 à des frappes militaires contre les positions des terroristes en Afghanistan. Que les Etats-Unis se chargent du "sale boulot" d'éliminer Ben Laden, les taliban et le MIO ne pourrait être que bien accueilli par Moscou.

Au lendemain des attaques, le Président Poutine a téléphoné aux dirigeants des cinq pays d'Asie Centrale pour discuter avec eux de la possibilité de travailler ensemble pour combattre le terrorisme et il a envoyé sur place son Conseiller National à la Sécurité, Vladimir Rouchaïlo, pour mener d'intenses consultations. Des diplomates de haut rang venant de Russie, d'Iran, d'Inde et d'autres Etats de la région se sont rencontrés au Tadjikistan le 13 septembre 2001 afin de discuter de l'intensification de leur aide à l'Alliance du Nord au lendemain des attaques sur les Etats-Unis et de l'assassinat, la semaine précédente, du commandant militaire de l'Alliance, Ahmed Chah Massoud. L'armée russe a activement fourni des armes à l'Alliance du Nord qui, sans cela, se serait probablement effondrée. L'ambassade russe au Tadjikistan affirme que l'Alliance du Nord est actuellement en position de prendre Kaboul – mais elle aurait décidé de ne pas le faire car elle ne serait pas capable de prendre en charge le 1,5 million d'habitants de la ville<sup>43</sup>. Bien que la perte de Massoud ait sans aucun doute affaibli

<sup>43</sup> Il s'agit de l'une des évaluations les plus optimistes du potentiel militaire de l'Alliance du Nord, très certainement affaibli par la mort de Massoud, son plus éminent commandant. L'Alliance possède toutes sortes d'armes très disparates, dont elle s'est emparée ou qu'elle s'est autrement procuré au cours des combats contre l'Union Soviétique ou qui lui ont été fournies plus récemment, principalement par la Russie et par l'Iran.

l'Alliance du Nord, l'aide des Etats-Unis pourrait contribuer à compenser cette perte – notamment si les Etats-Unis attaquaient la ligne de front des taliban, permettant ainsi à l'Alliance du Nord de faire route plus facilement vers le sud.

La Russie semble toutefois préoccupée par le fait que toute opération militaire américaine en Afghanistan puisse se faire au détriment de sa propre influence en Asie Centrale. Le Ministre de la Défense Sergueï Ivanov a annoncé le 14 septembre dernier qu'il était opposé à des attaques américaines à partir de bases situées en Asie Centrale. Moscou a également très vite mis en alerte maximale ses forces au Tadjikistan. Le lendemain, toutefois, le Ministre des Affaires Etrangères Igor Ivanov a insisté sur le fait qu'aucune forme de coopération n'était a priori exclue. Puis, le 24 septembre, le Président Poutine a annoncé que la Russie soutiendrait la mise en place de corridors aériens pour des vols humanitaires américains et il a laissé entendre que Moscou avait encouragé les dirigeants des Etats d'Asie Centrale à se montrer pareillement coopératifs. Poutine a également annoncé un renforcement du soutien de la Russie à l'Alliance du Nord, tout en indiquant clairement que son pays ne s'impliquerait pas directement dans le conflit.

En fin de compte, il semble que Moscou ait décidé que la coopération est dans son intérêt, même si l'on ne sait pas bien encore quel sera le prix à payer pour l'aide russe. Il semble probable que le Président Poutine se soit mis en position de demander le soutien des Etats-Unis sur un certain nombre de questions, au moins pour ce qui est d'obtenir une plus grande latitude en Tchétchénie, en échange de l'acceptation d'une aide de l'Asie Centrale à la réponse militaire américaine.

Il semble que Moscou veuille absolument maintenir son discours anti-terrorisme et faciliter l'accès de l'armée américaine à l'Asie Centrale, tout en faisant tout ce qui est en son pouvoir pour s'assurer que ses propres forces ne se retrouvent pas impliquées dans des opérations militaires. La Russie entretient traditionnellement de fortes relations diplomatiques avec une grande partie du monde arabe et elle préférerait sans doute que ces relations ne soient pas assombries à la suite d'une intervention militaire directe. Dans tous les cas, compte tenu de l'historique difficile des relations entre la Russie et l'Afghanistan, l'implication de la

Russie dans des opérations militaires sur le sol afghan serait politiquement difficile pour toutes les parties concernées.

## CONCLUSION

La dynamique politique et stratégique actuelle est complexe. Sur la question directe d'être "pour ou contre" le terrorisme, les Etats d'Asie Centrale donnent des réponses suffisamment claires. Toutefois, dans le choix de leurs partenaires et des concessions qu'ils sont prêts à faire en échange de l'aide de ces pays, les Etats-Unis et, plus largement, l'Occident doivent faire preuve d'une grande prudence et de prévoyance. Washington et les autres participants de la coalition doivent bien faire comprendre que la coopération dans une série donnée d'opérations militaires ne remplacera pas l'engagement à conduire, dans l'avenir, une véritable réforme économique et politique. L'engagement auprès de l'Asie Centrale est en lui-même le bienvenu et quelque peu tardif à bien des égards. Mais la communauté internationale commettrait une grave erreur stratégique si elle laissait les dirigeants de l'Asie Centrale poursuivre ou intensifier leurs comportements autocratiques comme prix à payer pour leur coopération dans la lutte mondiale contre le terrorisme. Par exemple, si l'Ouzbékistan avait été plus tolérant vis-à-vis des pratiques religieuses légitimes, le MIO n'existerait peut-être même pas aujourd'hui, du moins pas dans sa forme actuelle relativement puissante.

La nature de la phase militaire de la crise actuelle déterminera en grande partie les compromis qui ne manqueront pas de devoir être faits pour s'assurer du nécessaire soutien des Etats d'Asie Centrale. Compte tenu de l'absence d'infrastructures solides de transport et des incertitudes géopolitiques dans la région, l'Asie Centrale pourrait en réalité n'avoir qu'une utilité limitée en cas d'action militaire contre des cibles en Afghanistan. En limitant au maximum la composante Asie Centrale de ses opérations militaires – par exemple à des actions de reconnaissance, de recherche et de secours ou au soutien direct à l'Alliance du Nord, au lieu d'utiliser l'Asie Centrale comme point de lancement d'offensives majeures – et en y mettant fin le plus rapidement possible, les Etats-Unis et sa coalition pourraient limiter le prix national et international à payer en échange de la coopération avec certains gouvernements peu recommandables. L'Occident récupérerait alors – et espérons qu'il l'utiliserait – la liberté et la possibilité d'encourager ces gouvernements à entreprendre des réformes extrêmement nécessaires.



Entre-temps, pendant que les Etats-Unis et d'autres gouvernements nationaux sont à l'heure actuelle préoccupés par des considérations militaires, il serait utile d'encourager les institutions internationales à jouer un rôle plus actif pour tenter de résoudre les problèmes politiques de la région, qui pourraient bien être encore aggravés par la crise actuelle. Les Nations Unies devraient se décider à mettre en place une antenne politique au Kirghizistan, comme le demande le gouvernement de ce pays, et s'efforcer d'obtenir l'accord de l'Ouzbékistan pour élargir le mandat de cette antenne à l'échelle régionale.

Il est évident que tous les efforts qui seront entrepris par la communauté internationale pour mettre en place un gouvernement de "réconciliation nationale" en Afghanistan au lendemain des opérations militaires – que ce soit au travers du processus de la Loya Jirga qui rassemble des chefs tribaux et des leaders religieux ou en ramenant à Kaboul le roi actuellement en exil – vont être extraordinairement complexes et avoir un fort impact sur les intérêts de tous les Etats de la région. Une solution attribuant un rôle important à l'Alliance du Nord dans un gouvernement après-taliban poserait également quelques problèmes en raison du souvenir peu reluisant laissé par certains des éléments clés de ce mouvement lorsqu'il était au pouvoir. Le

rétablissement de la paix en Afghanistan est une entreprise extrêmement louable, mais sa difficulté ne doit pas être sous-estimée. Les tentatives visant à imposer simplement une solution ont toutes les chances d'échouer.

La situation actuelle en Afghanistan s'explique en partie par le fait que bien que beaucoup d'énergie et d'argent aient été consacrés à combattre l'invasion soviétique, peu de choses ont été faites par l'Occident, au moins depuis 1992, pour faire face au chaos laissé par la guerre. Les Etats-Unis et leurs alliés devraient éviter de commettre la même erreur en Asie Centrale en se lançant militairement dans la région, mais ensuite en ne faisant pas assez pour garantir la stabilité de la région et son développement à plus long terme. Il ne faudrait pas laisser la coalition contre le terrorisme se transformer en une acceptation de l'autoritarisme. De même, une action efficace contre le terrorisme doit aller au-delà des frappes militaires pour s'attaquer aussi à la situation économique et politique, source d'instabilité et de ressentiment. A ne pas prendre en charge ces questions, on risquerait de voir s'installer un immense chaos et des conflits violents dans une région qui non seulement n'est pas de la taille de l'Europe occidentale, mais qui est de plus entourée de nations dotées de l'arme nucléaire.







---

**International Crisis Group**

**ICG Bruxelles (Siège social)**

149 Avenue Louise, 1050 Bruxelles, Belgique · Tel: +32 2 502 90 38 · Fax: +32 2 502 50 38  
E-mail: [icgbrussels@crisisweb.org](mailto:icgbrussels@crisisweb.org)

**ICG Washington**

1522 K Street, Suite 200, Washington DC 20005 · Tel +1 202 408 80 12 · Fax: +1 202 408 82 58  
E-mail: [icg washington@crisisweb.org](mailto:icg washington@crisisweb.org)

**ICG New York**

400 Madison Avenue, Suite 11C, New York 10017 · Tel: +1 212 813 08 20 · Fax: +1 212 813 08 25  
E-mail: [icgny@crisisweb.org](mailto:icgny@crisisweb.org)

**ICG Paris**

51 Rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris, France · Tel: +33 1 44 88 60 20 · Fax: +33 1 44 88 24 26  
E-mail: [icgparis@crisisweb.org](mailto:icgparis@crisisweb.org)

---

**Tous les rapports de l'ICG sont disponibles sur notre site internet [www.crisisweb.org](http://www.crisisweb.org)**